

# DIPLMATIC

N°47

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

DOM : 9 € • CANADA : 10,95 \$ • ÉTATS-UNIS : 10,95 \$ • BELGIQUE/LUXEMBOURG/ITALIE/ESPAGNE : 7,40 € • PORTUGAL : 7,80 € • ALLEMAGNE/AUTRICHE/POLONIE : 7,70 €  
SUISSE : 13,15 \$ • LIBAN : 15 500 LBP • MAROC : 60 MAD • HONG KONG : 10 € • GRÈCE : 7,80 € • POLYNÉSIE FRANÇAISE/NOUVELLE-CALÉDONIE : 1 500 XPF • CAMEROUN/  
CÔTE D'IVOIRE/GABON/SÉNÉGAL : 8 000 CFA

## États, nomades, Al-Qaïda QUI CONTRÔLE LE SAHEL ?

**DOSSIER** : Politique étrangère de l'Europe, le grand tournant ?  
**GÉOPOLITIQUE** : À la conquête de l'Asie centrale...  
**ENVIRONNEMENT** : Les déchets militaires en Europe



DIPLMATIC-PRESSE.COM

ATLAS  
INCLUS

# Sommaire cartographique n° 47



Une page d'abonnement est disponible pp. 13-14



## 6/ FOCUS

- 06 - CHRONOLOGIE Août-septembre 2010
- 08 - CHRONOLOGIE Septembre-octobre 2010
- 10 - FOCUS Actualités internationales
- 16 - FOCUS L'Égypte peut-elle échapper à la perte d'influence ?
- 18 - FOCUS Actualités internationales



## 19/ GÉOPOLITIQUE

- 22 - ENTRETIEN L'action de la Chine en Asie centrale
- 26 - ENTRETIEN La Russie et le « chaudron » centrasiatique



## 32/ DOSSIER Politique étrangère de l'Europe : comment passer au monde d'après ?

- 34 - ENTRETIEN Regard sur la politique étrangère de l'Europe
- 38 - ANALYSE La porte étroite vers la puissance européenne
- 42 - TABLEAU DE BORD Les chiffres clés de l'Europe
- 45 - ANALYSE Une politique étrangère européenne est-elle possible ?
- 49 - ATLAS géopolitique de l'Union européenne



## 59/ STRATÉGIES

- 60 - ANALYSE : Vulnérabilités et facteurs d'insécurité au Sahel
- 69 - PORTFOLIO Regards sur les Touaregs du Niger
- 70 - ANALYSE L'océan sahélien sous contrôle : comment les réseaux traditionnels s'affranchissent de la distance et des frontières
- 72 - CARTOGRAPHIE Le Sahel : crise alimentaire et malnutrition
- 73 - CARTOGRAPHIE Le Sahel : carrefour stratégique, source d'instabilités
- 74 - TABLEAU DE BORD Le Sahel sous tension
- 75 - ANALYSE Assurer la protection des expatriés dans un pays à risques



## 79/ ENVIRONNEMENT

- 80 - ANALYSE Les déchets militaires et l'environnement



## 85/ ALERTES DE SÉCURITÉ

- 86 - CARTOGRAPHIE Alertes de sécurité dans le monde





# Politique étrangère de l'Europe : comment passer au monde d'après ?

« La prospérité de notre communauté européenne est indissolublement liée au développement des échanges internationaux. Notre Communauté contribuera à régler les problèmes d'échange qui se posent dans le monde » déclarait Jean Monnet lors d'un discours en 1950. Soixante années ont passé. L'Union européenne est-elle aujourd'hui en capacité d'agir sur le plan international autrement que sur le plan commercial ?

Association d'États *sui generis* – car elle n'est ni une fédération d'États, ni une union d'États, ni une confédération –, l'Union européenne progresse au gré des avancées de sa géographie, de ses règles de fonctionnement, du pouvoir de ceux qui la dirigent et des compétences de ceux qui y travaillent. L'Union est avant tout un projet, ce qui constitue une force dans un environnement sans cesse en mutation, mais une faiblesse par rapport aux règles de l'Histoire. L'Europe a créé jadis un monde westphalien, ce monde westphalien l'empêche aujourd'hui de devenir un acteur mondialement reconnu sur la scène internationale.

Ces propos quelque peu sombres ont pour seul objectif de montrer la difficulté inhérente au sujet : devenir un acteur mondial sur le plan diplomatique, dans un jeu organisé par des États qui n'ont pas tous de représentation internationale à la hauteur de leur ambition. À l'heure où l'Inde (deux fois l'Union européenne en termes de population) ne dispose d'aucun siège au Conseil de Sécurité des Nations Unies, de quels atouts l'Union européenne peut-elle se prévaloir ? D'avoir simplement réussi la paix. Peu de choses sans doute, mais l'essentiel.

## ENTRETIEN

Regard sur la politique étrangère de l'Europe ..... p. 34

## ANALYSE

La porte étroite vers la puissance européenne ..... p. 38

ANALYSE Une politique étrangère européenne est-elle possible ? ..... p. 45

ATLAS géopolitique de l'Union européenne ..... p. 49



# Une politique étrangère européenne est-elle possible ?

La mise en place des nouvelles fonctions créées par le traité de Lisbonne est laborieuse...

**S**i chacun a désormais compris qu'il n'y aurait pas – hélas – de « Président de l'Europe », force est de reconnaître qu'Herman Van Rompuy s'acquitte de sa tâche « d'animateur » du Conseil européen et s'impose doucement mais sûrement dans le paysage institutionnel. Cela semble beaucoup plus difficile pour Catherine Ashton, Haute Représentante pour la politique étrangère et de sécurité commune.

## Catherine Ashton en terrain miné

La Commission européenne lui a compté les moyens, en gardant dans son giron des missions qui auraient dû lui être évidemment confiées, comme l'aide humanitaire et le développement. Elle-même ne manifeste que peu d'intérêt pour les questions de défense et de sécurité, qui sont pourtant un vrai préalable à une politique étrangère commune.

Cette dernière n'a pas vraiment progressé, compte tenu de l'hétérogénéité de l'Union à 27, de divergences sacralisées entre les États membres, de la présence de pays neutres et fiers de le rester et surtout, dans un domaine par excellence où le rapport de forces est déterminant, de l'effet « égalisateur » des politiques

communes qui ne peut en l'occurrence pas s'appliquer aux relations internationales. Le Royaume-Uni et la France, puissances nucléaires et membres permanents du Conseil de Sécurité, l'Allemagne réunifiée ou la Pologne enfin européenne, d'autres encore, ont souvent du mal à se retrouver dans des actions communes qui ont une fâcheuse tendance à choisir le plus petit dénominateur commun comme position de « compromis ».

Si on doit constater que chacun joue le jeu, les inévitables marchandages entre États ont déjà repris le dessus. Les premières nominations « d'ambassadeurs de l'Union », qui vont remplacer les chefs des délégations de la Commission dans les pays tiers, se font dans des conditions peu compatibles avec l'efficacité qu'on attend de ces nouveaux représentants. Mme Ashton affirmait vouloir « choisir les meilleurs ». L'avenir dira si elle a réussi, mais le premier constat est contrasté...

De son côté, le Parlement européen veut s'affirmer dans la conduite de la politique extérieure de l'Union, ce qui n'est pas de sa compétence au regard des traités, mais paraît inévitable s'il veut apparaître comme le garant démocratique des institutions européennes. Il exerce une pression forte sur Mme

analyse

Par **Jean-Dominique Giuliani**, président de la Fondation Robert Schuman ([www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)).

## Photo ci-dessus :

Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations Unies (au centre) rencontre les membres du Quartet sur le Moyen-Orient : Tony Blair, envoyé spécial du Quartet, Hillary Rodham Clinton, secrétaire d'État américaine, Sergey V. Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères et Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union européenne, à New-York, le 21 septembre 2010. (© UN Photo/Eskinder Debebe)



## EUNAVFOR Atalanta

Déployée depuis le 8 décembre 2008 dans les eaux du golfe d'Aden et de l'océan Indien (sur une surface comparable à celle de la mer Méditerranée), en support des résolutions 1814, 1816, 1838 et 1846 des Nations Unies, l'opération militaire EUNAVFOR Atalanta remplace les accompagnements nationaux. Il s'agit de la première opération navale conduite dans le cadre de la PESD, considérée comme une réussite sur le plan opérationnel. Le financement commun de l'opération pour la première année s'élève à 8,3 millions d'euros. Le 14 juin 2010, le Conseil de l'Union européenne a prolongé pour deux ans (jusqu'au 12 décembre 2012) le mandat de l'opération militaire. Une telle opération ouvre des perspectives sur une armée commune.

De fait, l'Allemagne pose ouvertement la question d'une telle force, laquelle serait contrôlée par le Parlement. Une proposition que d'autres « grands » comme la Grande-Bretagne et la France, tous deux membres du Conseil de Sécurité, ne voient pas forcément d'un œil très positif. Lors de la 6<sup>e</sup> Conférence sur la sécurité de Munich, début 2010, le chef de la diplomatie allemande Guido Westerwelle, déclarait se fixer, comme « objectif à long terme », la « mise sur pied d'une armée européenne sous plein contrôle parlementaire ». (© EUNAVFOR, UE)

Ashton, veut auditionner les nouveaux ambassadeurs, menace de ne pas voter les crédits qui devraient lui être alloués mais qui se sont, pour l'instant, perdus dans les méandres de Bruxelles décidément bien bureaucratique quand il s'agit de questions éminemment politiques. Ce tableau sévère mais conforme à la réalité intervient au pire moment pour l'Union.

### Le paysage international change très vite et l'Europe lambine !

Au Proche-Orient, l'Amérique manifeste un réel désir d'obliger les différents acteurs à conclure enfin une paix durable. L'Iran continue sa politique provocatrice et fait peser un grave danger sur la paix en poursuivant son programme nucléaire. Le Pakistan est au bord de l'effondrement alors que l'OTAN est engagée en Afghanistan dans un

combat qui semble impossible mais qui demeure bien nécessaire. Les États-Unis ont cessé d'humilier la Russie qui tente de se réinsérer dans le concert européen, ce qui est une bonne nouvelle qu'il faut accompagner. Les pays émergents, au premier rang desquels figurent la Chine, l'Inde et le Brésil, mais aussi la Turquie et certains pays africains, tout esbaudis par leur réussite économique, dont il faut se réjouir, y puisent une arrogance bien imprudente qu'il faudrait à la fois modérer et prendre en compte.

Dans le même temps, l'instabilité monétaire fait peser un grave danger sur le développement des échanges internationaux, qui est à la base de la mondialisation qui s'accomplit sous nos yeux. L'ONU, le FMI et d'autres enceintes multilatérales semblent dater un peu et résister difficilement à la représentation – souvent excessive – des nouveaux rapports de force qui a remplacé la juste appréciation de la répartition de la richesse. Celle-ci reste européenne et nord-américaine pendant qu'elle est contestée par les nouveaux arrivants à la table du festin de la croissance.

Le fondamentalisme islamique agrège des revendications diverses, à la fois re-

Le doute s'installe en Europe, premier PIB de la planète, paradis des droits de l'Homme, lieu privilégié pour les protections sociales et juridiques. Le moral des Européens est atteint par le syndrome du déclin, alors que quelques « coups de rein » suffiraient à l'en sortir et à la faire apparaître dans le monde comme une puissance respectée, assumée et tranquille.

### Pour une stratégie ambitieuse

Dans ce contexte, les Européens attendent de l'Union des réalisations concrètes, mais aussi une vision et des messages compréhensibles par tous, capables d'expliquer vers quoi elle veut aller et que pourra être le destin de 500 millions de citoyens qui ont accepté d'ébrécher les canons de l'État-nation au profit d'instances supranationales réputées mieux remplir les tâches traditionnelles des États.

Au moins trois conditions devraient être remplies pour qu'une politique étrangère commune redonne du « moral » aux Européens, en apparaissant crédible : la définition d'intérêts prioritaires communs, le choix de moyens concrets et efficaces pour les défendre et les pro-

“ L'Europe assure le financement quasi-total de l'Autorité palestinienne, mais c'est à Washington que se déroulent les négociations de paix. ”

mouvoir, l'affirmation claire de ce qui est inacceptable pour elle.

Nous n'échapperons pas à la redéfinition d'une stratégie européenne plus ambitieuse. Déjà, sous présidence française en 2008, l'Union a révisé et précisé sa stratégie. Elle est encore trop vague, fruit d'un compromis qui ne peut pas permettre à tous les Européens de s'y identifier. Il est facile d'affirmer que l'Europe veut compter dans le monde, mais elle ne parvient même pas à définir ses limites politiques. Elle continue sa politique d'élargissement comme seul moyen de politique étrangère à ses frontières, elle paraît en perpétuelle recomposition et perd ainsi de sa force et, plus grave, de son identité. Un exemple : qui peut dire que la politique étrangère turque actuelle est conforme à celle de l'Union, puisqu'elles s'opposent à l'ONU dans le

### Photo page de droite :

Une unité de police spéciale d'EULEX participe à un exercice au Kosovo. (© EULEX Kosovo, UE)

vote de sanctions envers l'Iran, que la Turquie refuse une solution pour Chypre, qu'elle ne veut pas combattre en Afghanistan et qu'elle passe des accords de libre-échange et de libre circulation avec la Syrie et l'Iran ? Il est difficile de revenir sur ses erreurs, mais, pour rester crédible au Proche-Orient, l'Union devrait être claire avec la Turquie et cesser cette course vers l'adhésion, à laquelle plus personne ne croit, qui est instrumentalisée par le gouvernement turc et qui risque de créer de graves crises entre ceux qui veulent rester des partenaires privilégiés. Cet exemple est transposable dans plusieurs relations bilatérales qu'entretient l'Union. Dans les Balkans occidentaux, elle n'est pas assez ferme ; en Asie centrale, elle n'est pas assez présente ; en Afrique, elle est trop effacée et se contente de payer. En Asie, elle n'est pas identifiée. Et la Russie peine souvent à savoir où s'adresser, de Bruxelles ou des capitales, n'hésitant pas d'ailleurs à jouer les uns contre les autres. Plutôt que de tenter de généraliser les concepts stratégiques acceptables par les 27, l'Union devrait se concentrer sur quelques cas concrets, élaborer une stratégie précise avec ceux des États membres qui l'acceptent et la mettre en œuvre avec ceux qui y sont prêts. Elle a, par exemple, besoin d'une stratégie russe commune, d'une stratégie chinoise commune, d'une stratégie africaine commune. On commencerait par ces trois questions majeures, l'Union aurait fait un grand pas. Pour cela, il faudra en finir avec le simple concept de *soft power*. Non pas parce qu'il est inefficace, mais parce qu'il est insuffisant. On le voit tous les jours dans les

négociations et les péripéties de la mise en œuvre d'une politique d'élargissement qui ne semble plus maîtrisée. Mais aussi parce que l'Union doit mettre en adéquation ses objectifs et ses moyens.

## L'Europe finance beaucoup et décide peu...

Une politique étrangère nécessite que soient concentrées dans les mêmes actions et les mêmes décideurs, les politiques de soutien financier, de présence dans les organismes multilatéraux, l'action politique, les choix économiques et monétaires et, souvent, les décisions qui concernent la défense.

L'Union est le premier distributeur d'aide au développement dans le monde, avec plus de 60 % du total. À ce jour, elle n'a pas su utiliser ce bon résultat à des fins stratégiques. Elle assure le financement quasi-total de l'Autorité palestinienne, mais c'est à Washington seulement que se déroulent les négociations de paix. Sur la scène internationale, ce type d'attitude est trop naïf et, la plupart du temps, inopérant.

Par ailleurs, vouloir découpler la politique étrangère et la marche vers une politique commune de sécurité et de défense est une erreur. L'une dépend de l'autre parce que la volonté de défendre et promouvoir un modèle de société est la première preuve de la détermination d'un État ou d'une union d'États. De ce point de vue, les États membres qui continuent à diminuer leurs dépenses militaires ou qui hésitent à avancer vers des projets communs de défense sont responsables de la faiblesse diplomatique de l'Union. Les institutions européennes aussi, qui doivent accepter que,



## L'Union à l'ONU

À travers ses États membres, l'Union européenne contribue pour 40 % au budget de l'ONU, pour 44 % aux ressources du PNUD et pour 80 % au Fonds de consolidation de la paix (1). Le traité de Lisbonne modifie la représentation extérieure de l'Union européenne en créant deux nouveaux postes : le président du Conseil européen (Herman Van Rompuy) et le Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité (Catherine Ashton). Depuis l'entrée en vigueur du traité, l'Union européenne a remplacé la Communauté européenne comme observateur auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies. Or, de par son statut d'observateur, l'Union européenne ne jouit pas à l'Assemblée générale des privilèges accordés aux États membres (tels que le droit d'intervenir en bonne place dans les débats – au même titre que les représentants des autres groupes régionaux –, le droit de réponse, le droit de distribuer des documents officiels, le droit d'amendement, de soulever des points d'ordre, etc.).



## Le projet européen marginalisé à l'ONU

Pour pallier au déséquilibre de ses politiques d'aide (beaucoup de financement et d'influence (peu de poids), l'UE a tenté de renforcer sa représentation, en s'appuyant sur ses alliés, Afrique du Sud, Égypte notamment, escomptant qu'ils seraient suivis par les États plus petits. Le 14 septembre 2010, l'ONU a cependant reporté le projet de résolution sur la participation de l'Union européenne aux travaux de l'ONU (2). La résolution entendait accorder à l'UE27 un statut d'observateur renforcé, les droits fondamentaux qui n'appartiennent qu'aux États membres (comme le droit de vote) ne devant pas s'en trouver affectés. Malgré les explications apportées par le représentant de la Belgique, la résolution a été déprogrammée et repoussée, car la motion déposée en ce sens par le Suriname au nom de la Caricom (Communauté caribéenne) a été adoptée par 76 voix pour, 71 contre et 26 abstentions. Deux membres permanents du Conseil de Sécurité, la Russie et la Chine, ont voté pour le report. Les représentants du Lesotho, au nom du Groupe des États d'Afrique ; du Suriname, au nom de la Communauté des Caraïbes ; de Nauru, au nom de la Micronésie, de Fidji, de Palaos, des Îles Salomon, et des Îles Marshall ; du Vénézuéla et de l'Iran ont aussi demandé ce report.

## Une voix ou 27 voix ?

Quelles sont les conséquences pour l'UE, sa politique extérieure, sa diplomatie ? À court terme, en l'absence d'interlocuteur unique aux Nations Unies (Catherine Ashton), la situation actuelle va perdurer. Jusqu'à présent, il se trouvait toujours un ministre sur 27 pour rassurer un État qui retirait son soutien à l'Europe dans le cadre d'un vote pour une résolution ou une négociation commerciale. Rappelons qu'en règle générale, les États accordent leur aide financière et entendent recevoir des dividendes sous la forme d'une adhésion sur le plan diplomatique. Il appartiendra à la Présidence du Conseil de l'Union européenne de peser dans le sens d'un rééquilibrage pour épauler efficacement Catherine Ashton. Or après la Belgique, plongée dans une crise institutionnelle sans fin et peu audible sur le plan international, viendront le tour jusqu'en 2014 de la Hongrie, de la Pologne, du Danemark, de Chypre, de l'Irlande, de la Lituanie, puis de la Grèce. Une situation qui se soldera par une bonne surprise (un « petit pays » parviendra-t-il à promouvoir mieux que les grands désunis la voix de l'Europe aux Nations Unies ?) ou par un blocage de cinq ans au mieux...

(1) <http://tiny.cc/D47-UE01>  
(2) <http://tiny.cc/D47-UE02>

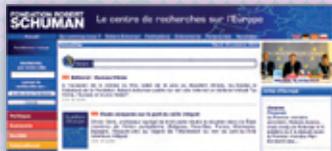
**Photo ci-dessus :** Catherine Ashton à l'ONU. (© UN Photo/Evan Schneider)

## Les sources sur l'Europe

### La fondation Schuman

www.robert-schuman.eu

Créée en 1991, après la chute du mur de Berlin, reconnue d'utilité publique par décret en date du 18 février 1992, la fondation Robert Schuman œuvre en faveur de la construction européenne.



• Parmi les publications : *L'état de l'Union 2010 : rapport Schuman sur l'Europe*, Paris, Lignes de repères, 304 p.



• En ligne :  
Christophe Hillion et Maxime Lefebvre,  
« Le service européen pour l'action  
extérieure : vers une diplomatie  
commune ? », *Questions d'Europe*  
n° 169, 17 mai 2010.  
<http://tinyurl.com/D47-Schuman1>



Thierry Chopin et Camille Lépinay,  
« L'influence des eurodéputés  
français au Parlement européen : état des lieux  
un an après les élections européennes »,  
*Questions d'Europe* nos 175 et 176, 5 juillet  
2010. <http://tinyurl.com/D47-Schuman2>



« Entretien d'Europe avec Arnaud Danjean :  
le développement de la politique de défense de l'Union  
européenne », *Entretien d'Europe* n° 48, 6 septembre 2010.  
<http://tinyurl.com/D47-Schuman3>

## Sur nonfiction.fr



### La politique extérieure de l'Union européenne à l'heure du SEAE

(<http://tinyurl.com/D47-Europe1>)  
Dossier coordonné par Maxime Lefebvre  
comprenant :

- « La politique étrangère européenne : quelle vision ? » par Maxime Lefebvre ;
- « La politique extérieure de l'Union européenne au kaléidoscope des publications récentes » par Blandine Sorbe ;
- « La politique européenne de sécurité et de défense : quelle défense pour l'Europe ? » par Fabien Menant ;
- « La mise en place du service européen d'action extérieure : vers une diplomatie européenne ? » par Mathilde Lanathoua ;

- « Le Service européen d'action extérieure aux prises avec la logique des corps diplomatiques nationaux : entretien avec Alain Lempereur » par Estelle Poidevin ;
- « Entretien avec Hervé Morin » par Mathias Mégy.

dans ce domaine si spécifique qui concerne la garantie ultime de sécurité pour les citoyens, les procédures juridiques et économiques ne suffisent pas à faire une politique. Nous n'aurons pas de défense européenne avec les règles traditionnelles du marché unique, en fusionnant nos industries de défense ou en les ouvrant à la concurrence du vent du large. Nous ne pourrions réussir qu'avec la confiance de tous les acteurs de la défense : les militaires qui pourraient y trouver plus d'efficacité, les industriels qui devraient en retirer des bénéfices et des avancées technologiques, les États en mutualisant certaines opérations avant que de se concentrer sur le seul partage des moyens, les citoyens en s'identifiant à une défense européenne qu'ils appellent de leurs vœux face à un monde instable.

### L'impératif sécuritaire

C'est, en effet, sur ce troisième élément que sera jugée la politique extérieure commune de l'Union. Les Européens ont cru trop vite que la fin du communisme soviétique signifiait la fin de l'Histoire. Ils continuent à vouloir profiter des dividendes de la paix et du parapluie de leurs alliés, en espérant faire l'économie d'efforts pourtant indispensables à la préservation de la paix.

Les bouleversements considérables du paysage mondial n'ont pas que des avantages. Ils constituent aussi un accroissement de l'incertitude stratégique pour ceux qui sont en charge de la protection de leurs citoyens.

Certes, les menaces ont été identifiées. Elles sont d'une nature nouvelle. Mais on aurait tort de croire qu'il s'agit d'une photographie définitive qui va déterminer pour longtemps la face des relations internationales. Des menaces lourdes, de forme traditionnelle, demeurent et exigent une réponse. La situation de la Corée du Nord, héritage résiduel de la guerre froide, en est une. Les défis de l'Iran et ce qu'ils risquent d'entraîner en sont d'autres. La faillite d'États reste une hypothèse – hélas – crédible. L'Europe ne doit pas conclure trop vite que les futurs conflits auront tous une forme asymétrique et garder des capacités de faire face à toutes les hypothèses. Or, ce raisonnement a peu de chances d'être entendu au sein d'une Union très pacifiste, persuadée d'avoir invité la paix éternelle parce qu'elle a réussi à l'imposer chez elle. Et de ne compter que des amis. Elle doit bien avoir pourtant quelques ennemis potentiels !...

Il lui faudra l'accepter si elle veut trouver les moyens de convaincre les États membres et les citoyens de travailler davantage ensemble. Alors seulement l'Union européenne pourra élaborer, conduire et imposer une politique étrangère digne de ce nom. Elle a beaucoup progressé et tous les États membres ont intérêt au succès du traité de Lisbonne. Mais ce n'est pas en se concentrant d'abord sur les moyens de la politique extérieure que l'Union européenne y parviendra, mais bien sur son contenu. Il y a encore beaucoup de travail à faire, qui passe par une confrontation pragmatique avec la réalité des relations internationales. Un slogan pourrait résumer ce mot d'ordre : la puissance et la liberté par la volonté et le courage.

**Jean-Dominique Giuliani**

### Photo ci-dessous :

Navire de l'EUNAVFOR. (© EUNAVFOR, UE)



UN AUTRE REGARD SUR LE MONDE...

# DIPLOMATIE

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

Abonnez-vous, et économisez jusqu'à 35 % !



~~42€~~ **30€**  
seulement pour toute une année de lecture, au lieu de 42 €  
tarifs pour la France métropolitaine, voir conditions d'abonnement

~~84€~~ **50€**  
seulement pour deux ans de lecture, au lieu de 84 €  
tarifs pour la France métropolitaine, voir conditions d'abonnement



**Également disponibles :**  
Des CD-ROM millésimés pour revenir sur 7 ans de Diplomatie

## DIPLOMATIE

Nom .....  
Prénom .....  
Organisation/Profession .....  
Adresse .....

Code postal .....  
Ville .....  
Pays .....  
Téléphone .....  
E-mail .....

Paiement :  
 par chèque uniquement pour la France (à l'ordre d'Areion)  
 par carte bancaire (VISA/ Mastercard)  
N° de carte \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_  
Date d'expiration \_\_\_\_ / \_\_\_\_  
Cryptogramme (3 derniers chiffres au dos de la CB) \_\_\_\_  
Signature (obligatoire) :

**Abonnement 1 an (6 numéros)** (port compris)

- France métropolitaine **30 €**
- DOM/TOM Europe **40 €**
- Étranger **50 €**

**Abonnement 2 ans (12 numéros)** (port compris)

- France métropolitaine **50 €**
- DOM/TOM Europe **70 €**
- Étranger **90 €**

**CD millésimés**

**(1 an de Diplomatie au format numérique)** (port compris)

- France métropolitaine **30 €**
- DOM/TOM Europe **40 €**
- Étranger **50 €**

- CD 2003 (N° 1 à 6)
- CD 2004 (N° 7 à 11)
- CD 2005 (N° 12 à 17)
- CD 2006 (N° 18 à 23)
- CD 2007 (N° 24 à 29)
- CD 2008 (N° 30 à 35)
- CD 2009 (N° 36 à 41)

**DIPLOMATIE + DSI**

**Abonnement 1 an (6 + 11 numéros)** (port compris)

- France métropolitaine **70 €**
- DOM/TOM Europe **90 €**
- Étranger **110 €**

**Abonnement 2 ans (12 + 22 numéros)** (port compris)

- France métropolitaine **130 €**
- DOM/TOM Europe **170 €**
- Étranger **210 €**

**DIPLOMATIE + MOYEN-ORIENT**

**Abonnement 1 an (6 + 6 numéros)** (port compris)

- France métropolitaine **60 €**
- DOM/TOM Europe **80 €**
- Étranger **100 €**

**Abonnement 2 ans (12 + 12 numéros)** (port compris)

- France métropolitaine **110 €**
- DOM/TOM Europe **150 €**
- Étranger **190 €**

Passez votre commande sur notre boutique sécurisée

[WWW.GEOSTRATEGIQUE.COM](http://WWW.GEOSTRATEGIQUE.COM)



(Tarifs valables jusqu'au 31 janvier 2011)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.

Bulletin à découper/photocopier et à renvoyer à AREION Group - DIPLOMATIE - 88, rue de Lille - 75007 Paris (France) - Fax : +33 (0)8 11 62 29 31 - commande@areion.fr

# HORS-SÉRIE

Bulletin à découper/photocopier  
et à renvoyer à :

**AREION Group - DIPLOMATIE**

88, rue de Lille - 75007 Paris (France)

Tél. : +33 (0)1 45 55 04 81 - Fax : +33 (0)8 11 62 29 31

commande@areion.fr

Nom ..... Prénom .....

Organisation/Profession .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... Téléphone .....

E-mail .....

Paiement :

par chèque uniquement pour la France (à l'ordre d'Areion)

par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

N° de carte \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Date d'expiration \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Cryptogramme (3 derniers chiffres au dos de la CB) \_\_\_\_

Signature (obligatoire):

**Abonnez-vous à la nouvelle collection hors-série  
de DIPLOMATIE et recevez 6 numéros**

**Abonnement 1 an (6 numéros)** (port compris)

France métropolitaine **40 €**

DOM/TOM Europe **50 €**

Étranger **60 €**

**Abonnement 2 ans (12 numéros)** (port compris)

France métropolitaine **70 €**

DOM/TOM Europe **90 €**

Étranger **110 €**

**DIPLOMATIE hors-série n° 01** (port compris)

Tarif promotionnel :  France métropolitaine **8,50 €**

DOM/TOM Europe **9,50 €**

Reste du monde **10,50 €**

**DIPLOMATIE hors-série à partir du n° 02** (port compris)

Tarif promotionnel :  France métropolitaine **11 €**

DOM/TOM Europe **12 €**

Étranger **13 €**

CD HS 02 : Géopolitique et géostratégie des mers et des océans (Août 2007)

HS N° 03 : Atlas géostratégique 2008 (Octobre 2007)

HS N° 04 : Menaces contre la planète (Décembre 2007)

HS N° 05 : Guerre & intelligence économiques (Avril 2008)

HS N° 06 : La politique étrangère de la France du Moyen Âge à nos jours (Juin 2008)

HS N° 07 : Atlas géostratégique 2009 (Décembre 2008)

HS N° 08 : Géopolitique de la crise (Avril 2009)

HS N° 09 : Géopolitique et géostratégie de l'espace (Août 2009)

CD HS 10 : Atlas géostratégique 2010 (Décembre 2009)

HS N° 11 : Géopolitique mondiale de la drogue (Avril 2010)

HS N° 12 : Géopolitique de l'Afrique de l'Ouest (Juin 2010)

HS N° 13 : Géopolitique et géostratégie des mers et des océans (Août 2010)

**DIPLOMATIE + DIPLOMATIE hors-série**

**Abonnement 1 an (6 + 6 numéros)** (port compris)

France métropolitaine **60 €**

DOM/TOM Europe **80 €**

Étranger **100 €**

**Abonnement 2 ans (12 + 12 numéros)** (port compris)

France métropolitaine **110 €**

DOM/TOM Europe **150 €**

Étranger **190 €**

(Tarifs valables jusqu'au 31 janvier 2011)

Délai de livraison : sous quinzaine dès réception de votre règlement.

Pour des commandes en express, contactez le service commandes.

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.

# DIPLOMATIE

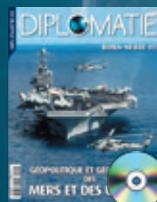
AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

## HORS-SÉRIE

### Complétez votre collection...



hors-série n° 01  
**INDÉPENDANCE DE  
L'EUROPE  
& SOUVERAINÉTÉ  
TECHNOLOGIQUE**



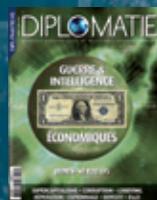
hors-série n° 02  
**GÉOPOLITIQUE &  
GÉOSTRATÉGIE  
DES MERS  
ET DES OcéANS**



hors-série n° 03  
**ATLAS  
GÉOSTRATÉGIQUE  
2008**



hors-série n° 04  
**MENACES  
CONTRE  
LA PLANÈTE**



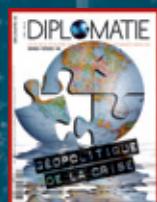
hors-série n° 05  
**GUERRE &  
INTELLIGENCE  
ÉCONOMIQUES**



hors-série n° 06  
**LA POLITIQUE  
ÉTRANGÈRE  
DE LA FRANCE  
DU MOYEN ÂGE  
À NOS JOURS**



hors-série n° 07  
**ATLAS  
GÉOSTRATÉGIQUE  
2009**



hors-série n° 08  
**GÉOPOLITIQUE  
DE LA CRISE**



hors-série n° 09  
**GÉOPOLITIQUE &  
GÉOSTRATÉGIE DE  
L'ESPACE**



hors-série n° 10  
**ATLAS  
GÉOSTRATÉGIQUE  
2010**



hors-série n° 11  
**GÉOPOLITIQUE  
MONDIALE  
DE LA DROGUE**



hors-série n° 12  
**GÉOPOLITIQUE DE  
L'AFRIQUE DE L'OUEST**



hors-série n° 13  
**GÉOPOLITIQUE ET  
GÉOSTRATÉGIE DES  
MERS ET DES OcéANS**

Retrouvez les sommaires détaillés sur  
**diplomatie-presse.com**

(commandes électroniques sécurisées)



... et abonnez-vous  
au tarif préférentiel  
de 40€\*  
au lieu de 66€\*

\* en France métropolitaine (voir conditions tarifaires sur le bulletin d'abonnement)